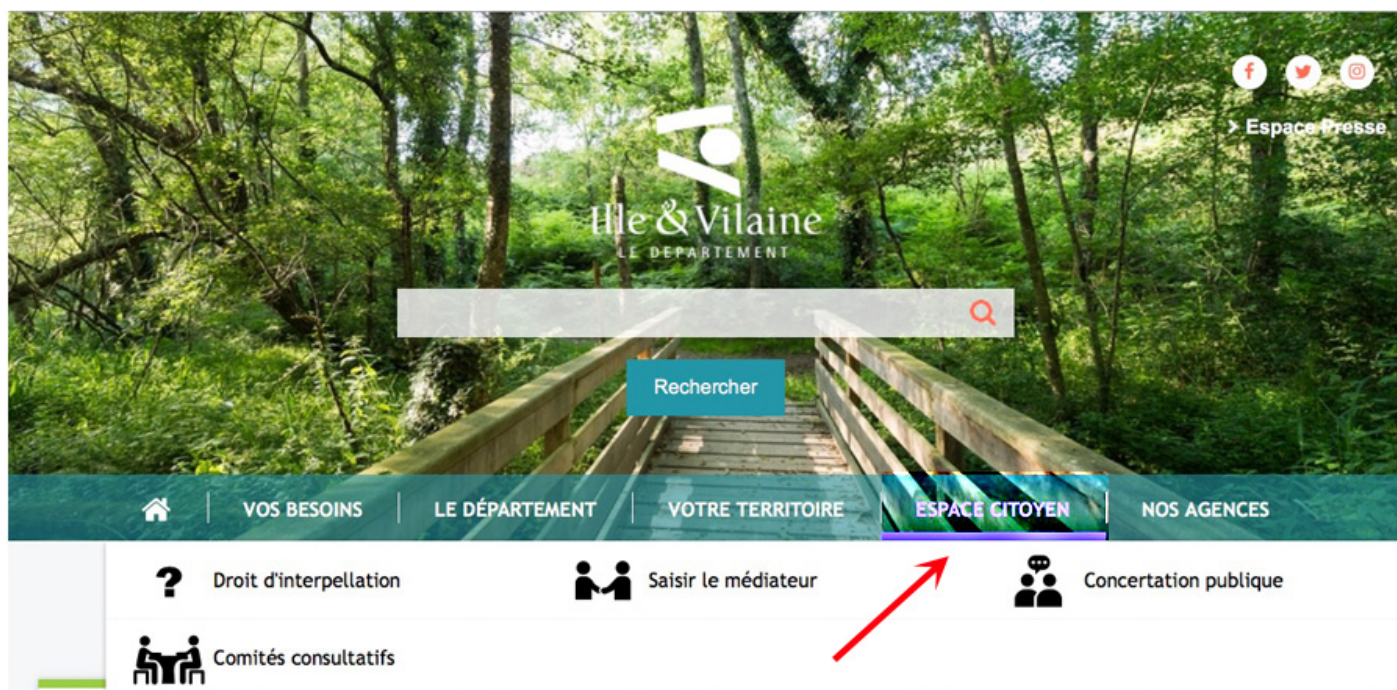


Un espace citoyen rikiki

Date : 18 février 2018

Le Département d'Ille-et-Vilaine vient de modifier le look de son portail internet sans en avoir aucunement modifié le contenu. Voyons voir en particulier ce qu'il en est de "l'espace citoyen".

De l'indigence de l'espace citoyen du Département d'Ille-et-Vilaine



- **Droit d'interpellation**

- **La présentation est erronée** puisque, depuis la modification des cantons, il suffit de réunir 5.000 signatures issues de 5 cantons, et non plus de 10
- Cette procédure, qui n'est jamais apparue utile aux habitants, n'a jamais abouti : qu'on en juge [ICI \(clic\)](#), tant c'est flagrant

- **Saisir le médiateur**

- La procédure, qui a été réactivée par la nomination de 2 médiateurs, au lieu d'un... puis pas du tout, donne lieu à un rapport annuel
- **L'unique rapport disponible sur le site est présenté comme le « rapport d'activité des médiateurs départementaux pour l'année 2017 » alors qu'il**

s'agit du rapport d'activité pour l'année 2016

- On y lit que sur 57 dossiers traités, 28 ne concernaient pas le Département, que sur ces 28 dossiers 16 ont concerné les transports scolaires qui ne sont plus de sa compétence : restent donc 12, et que 10 % seulement des sollicitations ont transité par le site internet
- **Concertation publique**
 - **Il n'y aurait « pas de concertation ni d'enquête en cours actuellement », alors qu'en réalité une concertation est en cours sur [le Plan de prévention du bruit dans l'environnement](#)**
 - Une recherche effectuée sur le site internet à partir du mot « concertation », ne révèle pas davantage cette opération, puisqu'elle ne révèle que
 - En premier lieu, un marathon de concerts !...
 - En second lieu, une concertation passée : à propos du viaduc de Saint Médard
- **Comités consultatifs**
 - **Les rapports annuels d'activité assortis de propositions pour les orientations budgétaires de l'année suivante, qui sont pourtant disponibles et communicables, ne sont curieusement pas publiés...**
 - N'y a t'il pas lieu de s'inquiéter du fait qu'à peine un membre des comités sur 4 a participé à la dernière assemblée plénière, au début du mois de décembre ?...

A côté de cela, prenons juste quelques exemples :

- Contrairement à tous les autres sites des départements de Bretagne, l'espace citoyen n'apporte **aucune information sur la question de l'accès aux documents administratifs**.
- **Il ne mentionne aucunement les coordonnées de la PRADA** : la personne responsable de l'accès aux documents administratifs et de la réutilisation des informations publiques, alors que cela est réglementairement obligatoire.
- **L'espace citoyen ne permet pas de visualiser les séances du Conseil départemental : ni en direct, ni en différé.**
- Alors que cela ne coûterait rien, **ni les bandes audios ni les comptes rendus des débats ne sont mis en ligne.**
- **Le moteur de recherche sur le site est totalement défaillant, et en particulier il n'y aucune fonction de recherche par mot-clé dans les délibérations de l'assemblée et les décisions de la commission permanente**, comme cela est très souvent le cas sur le site des autres collectivités territoriales.

Et je n'ai pas la prétention d'épuiser le sujet en une seule contribution !...